

## ÉDITORIAL N°61

### ***QUELS SONT LES MEILLEURS SERVICES DE RENSEIGNEMENT DU MONDE ?***

**Eric Denécé**

Dans les échanges avec les médias ou le public, une question revient souvent qui n'a guère de sens à notre avis, mais à laquelle nous allons essayer néanmoins de répondre : « quels sont les meilleurs services secrets du monde ? »<sup>1</sup>.

#### **Une comparaison des services de renseignement extérieur est-elle possible ?**

Toute tentative de comparaison entre services est plus qu'hasardeuse car tous n'ont pas les mêmes missions<sup>2</sup>, les mêmes moyens et ne bénéficient pas de la même considération du politique. Ils ont également tous une culture et une histoire différentes, évoluent dans des contextes juridique et géopolitique divers et disposent ou non d'une diaspora susceptible de les aider dans leurs missions.

Par exemple, afin d'effectuer un benchmarking pertinent – c'est-à-dire à missions équivalentes –, il conviendrait de comparer la DGSE (service « intégré » de 6 500 personnels) au BND allemand<sup>3</sup> (7 500), à la combinaison Mossad + Unité 8200 (environ 9 000), à celle SIS+GCHQ (9 000 à 10 000), ou encore à celle CIA+NSA (80 000 personnels hors sous-traitants).

Enfin, la comparaison à un instant T trouve également ses limites en raison des aléas conjoncturels que peuvent connaître les différents services. Tous ont donc leurs qualités et leurs défauts.

Par exemple, au début des années 1980, la fine fleur des spécialistes du Proche-Orient de *la CIA* a été éliminée à l'occasion d'un attentat contre leur ambassade à Beyrouth, le 18 avril 1983,<sup>4</sup> puis de l'enlèvement de William Buckley, son chef de poste

---

<sup>1</sup> L'auteur remercie les anciens cadres dirigeants du renseignement français qui l'ont aidé à rédiger ce texte mais souhaite conserver l'anonymat.

<sup>2</sup> Il convient en effet de différencier les services de renseignement, de sécurité, d'action. De plus certains services sont « intégrés » (c'est-à-dire qu'ils combinent par exemple HUMINT et SIGINT), d'autres non.

<sup>3</sup> Qui ne dispose pas de service Action.

<sup>4</sup> Huit officiers de la CIA dont le chef de la division Moyen-Orient.

dans la capitale libanaise, en mars 1984, ce qui aggrava le démantèlement de ses réseaux dans la région. De plus, à la fin des années 90, suite à la fin de la Guerre froide, la CIA et la DIA ont mis à la retraite la quasi-totalité de leurs officiers, experts et analystes de terrain considérés désormais comme inutiles et surtout trop coûteux en raison de leur ancienneté. Compte tenu de la faible attractivité des salaires du secteur public américain, ils n'ont pas été remplacés par des éléments issus des meilleures universités, mais par beaucoup de médiocres venant d'universités de seconde zone. Or, aligner des dizaines de milliers d'individus de qualité tout à fait moyenne ne vaut pas un seul officier un peu cultivé. En règle générale, la CIA est bien trop sûre de sa supériorité. Si elle a obtenu de nombreux succès, elle a connu aussi bien plus d'échecs que d'autres services (baie des Cochons, Viêt-Nam, Afghanistan, Irak, etc.).

Pendant la Guerre froide, les services soviétiques bénéficiaient des conditions favorables en raison de l'engouement pour l'idéologie communiste en Occident. Ils disposaient de plus d'énormes moyens humains leur permettant de s'implanter clandestinement à l'étranger afin d'approcher des personnalités pour recruter, influencer ou corrompre. Ils ont donc obtenu des résultats significatifs. Cependant, ils étaient eux-mêmes très corruptibles et avaient la fâcheuse tendance à dire à leurs dirigeants ce qu'ils voulaient entendre<sup>1</sup>. Après l'implosion de l'URSS, **le renseignement russe** a connu un important passage à vide, le pléthorique KGB étant démantelé et la réorganisation des services ayant été quelque peu erratique pendant une décennie. Surtout, Moscou a perdu l'appui des services du pays du Pacte de Varsovie dont il bénéficiait jusqu'en 1989.

Notre connaissance des **services chinois** est plus limitée. Nous observons toutefois que leur déploiement international ne cesse de croître et que leurs actions offensives se multiplient. Pendant longtemps, leur renseignement extérieur n'était pas à la hauteur de leurs services de sécurité intérieure et de contre-espionnage. Mais il s'est considérablement développé depuis trois décennies. Outre leur moyens humains et financiers considérables, les services de Pékin bénéficient de l'appui d'une diaspora mondiale dans leurs opérations. Ils demeurent toutefois très politisés.

**Le Secret Intelligence Service** (SIS, ex MI6), dispose d'un savoir-faire reconnu et toujours su attirer les meilleurs éléments de la société britannique. Il maîtrise également fort bien l'art de la communication qui lui permet d'apparaître pour beaucoup de non spécialistes comme l'un des meilleurs services au monde<sup>2</sup>, ce qui n'est pas toujours le cas, le SIS s'étant parfois endormi sur ses lauriers. Surtout, son efficacité ne peut être mesurée sans intégrer l'aide constante qu'il reçoit des services américains et des anciens dominions (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada) avec lesquels la collaboration est très étroite.

**Le Mossad** est un service professionnel qui dispose d'excellentes compétences sur le Moyen-Orient, mais sa couverture mondiale est bien plus limitée que celle des grands pays (États-Unis, Chine, Russie), de la France et du Royaume-Uni. Il a cependant une capacité ponctuelle d'intervention mondiale grâce à sa diaspora, laquelle coopère spontanément à ses opérations – mais aussi parfois sous la contrainte – et contribue à son financement. En effet, le rôle du Mossad est aussi d'assurer la protection des communautés juives du monde entier. Il a donc une obligation de résultat, ce qui explique en partie son besoin de faire des actions visibles et de les revendiquer ; il est

---

<sup>1</sup> Ils ne sont toutefois pas les seuls dans ce cas.

<sup>2</sup> Les romans de Ian Fleming, Graham Greene, John LeCarré... et les films de James Bond y contribuant pour beaucoup.

ainsi aussi bon dans le savoir-faire que dans le faire savoir, à l'image des Britanniques. C'est également un service qui applique sans états d'âme la loi du Talion vis-à-vis de ses adversaires et qui n'a pas peur de commettre des bavures. A la fin des années 2000, le Mossad a cependant connu divers échecs et dérives, notamment au Liban et en Syrie, liées à l'évolution sociologique de son recrutement. Si les « anciens » maîtrisaient encore les données et les langues régionales, la génération des trentenaires se révéla déconnectée des réalités de terrain. Shaul Mofaz (ancien chef d'état-major de Tsahal né en Iran) se désolait qu'au yeux des jeunes analystes du Mossad – mais aussi d'Aman, le renseignement militaire – formés à l'américaine, les Iraniens apparaissaient aussi étrangers que « les petits hommes verts de la planète Mars ». Et il en était à peu près de même à leurs yeux des Syriens ou des Libanais. En conséquence, certains spécialistes occidentaux du renseignement disent parfois du Mossad qu'il est « le meilleur service du monde arabe ».

*La DGSE s'est construite sur des savoir-faire issus des services de la France libre – c'est-à-dire opérant sur leur propre territoire alors occupé – et a longtemps eu la partie facile en Afrique ; mais cela est maintenant terminé. Le service a beaucoup évolué depuis sa création grâce à l'action de ses directeurs successifs, notamment dans le domaine technique où il a comblé son retard. La DGSE a désormais de bons moyens et un bon savoir-faire. A part son service Action, elle a su se démilitariser, ce qui a été une excellente chose. Mais la DGSE, bien qu'elle entretienne encore une couverture mondiale, n'a pas les moyens des services de renseignement extérieur américains, russes ou chinois. Elle bénéficie cependant de la reconnaissance de ses principaux partenaires. Interrogée par le magazine *Challenges* en juin 2022 Gina Haspel, directrice de la CIA de 2018 à 2021, déclarait : « La DGSE est à mes yeux l'un des tout meilleurs services de renseignement dans le monde. Je considère qu'ils sont clairement dans le top 3 de nos partenaires. Leur expertise sur le contre-terrorisme et l'Afrique est sans équivalent. C'est aussi un service opérationnel, qui n'a pas peur du risque, et n'est pas paralysé par un excès de bureaucratie ». Jugement qui honore notre service, mais que le journaliste, peu scrupuleux, rapporte de manière totalement déformée dans le titre de son article « La DGSE est dans le top-3 mondial »<sup>1</sup> !*

## **Comparer les communautés du renseignement et leur rapport aux politiques est plus pertinent**

Il apparaît plus approprié de comparer les communautés du renseignement entre elles. C'est un critère plus mesurable de l'importance accordée par les États à leurs services de renseignement, même si cela ne rend toujours pas compte de l'emploi qu'ils en font, ni de l'efficacité de ceux-ci, laquelle dépend notamment de la qualité des ressources humaines des services. Dès lors, la typologie suivante est possible :

**1.** Trois États maîtrisent l'ensemble des « INT » (SIGINT, MASINT, IMINT, GEOINT, HUMINT, OSINT), disposent de capacités d'action mondiales (renseignement et action clandestine) étoffées et permanentes et sont dotés de budgets et d'effectifs très conséquents : **Etats-Unis, Chine et Russie**. Ce sont les trois principales puissances

---

<sup>1</sup> Vincent Lamigeon, « Gina Haspel, ex-directrice de la CIA : La DGSE est dans le top-3 mondial », *Challenges*, 24 juin 2022 ([https://www.challenges.fr/entreprise/defense/gina-haspel-ancienne-directrice-de-la-cia-la-dgse-est-dans-le-top-3-mondial\\_818378](https://www.challenges.fr/entreprise/defense/gina-haspel-ancienne-directrice-de-la-cia-la-dgse-est-dans-le-top-3-mondial_818378)).

mondiales en matière de renseignement.

2. Trois autres États maîtrisent l'ensemble des « INT », disposent d'une capacité d'intervention mondiale (renseignement et action clandestine), mais ne couvrent pas en permanence la totalité du globe, même si leur État a une vocation mondiale. Leurs budgets et effectifs sont importants mais sans commune mesure avec ceux des pays la « classe 1 » : **Royaume-Uni, Israël, France.**

Nous pouvons considérer que la France occupe – selon des critères ne prenant pas en compte l'efficacité – le 6<sup>e</sup> rang mondial. En effet, les Britanniques dépensent plus pour leurs services, par ailleurs aux effectifs plus nombreux que les nôtres, et disposent de l'apport du réseau des *Five Eyes*<sup>1</sup>. La communauté israélienne du renseignement équivaut, en termes d'effectifs, à celle de notre pays, alors que l'État hébreu est huit fois moins peuplé et dispose d'une diaspora mondiale pouvant l'aider dans ses opérations. Si le renseignement israélien n'assure pas comme les cinq autres un suivi mondial, il dispose de capacités lui permettant de s'informer ou d'agir n'importe où dans le monde.

3. D'autres États disposent de services de qualité, maîtrisant plus ou moins tout ou partie des « INT », mais ne couvrent qu'une zone d'action limitée correspondant à leurs intérêts directs, leur État n'ayant qu'une vocation régionale. Leurs budgets et effectifs sont similaires ou inférieurs à ceux de la « classe 2 » mais plusieurs de ces États pourraient la rejoindre dans les années à venir. Toutefois, ils sont capables de concentrer leurs moyens, certes plus modestes, sur leurs objectifs géographiques ou thématiques et sont généralement aussi efficaces – si ce n'est plus – que les « grands » : **Allemagne, Italie, Espagne, Corées, Japon, Maroc, Algérie, Maroc, Turquie, Égypte, Arabie saoudite, Iran, Inde, Pakistan, etc.**

4. De nombreux des États disposent de capacités de renseignement limitées, privilégiant généralement la sécurité intérieure (contre-espionnage, contre-terrorisme, etc.) parce qu'ils n'ont pas la volonté ou les moyens de s'affirmer comme des acteurs régionaux ou internationaux majeurs. C'est notamment le cas de la majorité des **autres États européens.**

5. Enfin, d'autres États disposent de capacités de renseignement très limitées voire inexistantes, notamment en Afrique, en Asie, au Moyen Orient. Ce ne sont pas en fait des services de renseignement à proprement parler, mais des services de sécurité avec pour seule vocation d'assurer la protection du régime et de ses dirigeants

Il convient de ne pas oublier les capacités de renseignement et d'action des organisations terroristes (Hezbollah, Daech, Al-Qaeda, FARC, LTTE, etc.) ou criminelles (mafias, etc.), voire celles de certaines ONG et sociétés militaires privées. A noter qu'il est inapproprié de parler de « service de renseignement » pour le Vatican bien qu'il dispose d'un très étoffé réseau mondial d'informateurs, très comparable à celui d'une agence de presse.

---

<sup>1</sup> Alliance de renseignement regroupant les Etats-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

## Est-il possible de mesurer l'efficacité des services ?

En matière d'efficacité, tous les services ayant des objectifs, un éventail de missions et des moyens non comparables, le seul véritable critère de performance qui devrait être retenu est celui de la satisfaction de l'exécutif au regard des missions qu'il leur confie. Ainsi, un bon service de renseignement est un service qui répond de façon satisfaisante aux besoins de son donneur d'ordre politique sans jamais le compromettre.

Afin d'effectuer une comparaison pertinente, il faudrait donc que celle-ci évalue la manière dont les exécutifs font appel à leurs services, la considération qu'ils leur portent, le crédit qu'il leur accordent et les moyens qu'ils leur attribuent. Si un pouvoir politique estime de pas avoir besoin d'agences spécialisées, où s'il ne leur donne pas de missions, ne les oriente pas – ou mal – ou ne leur fixe pas d'objectifs, il ne faut pas qu'il s'étonne que celles-ci ne rendent pas de prestations satisfaisantes ou que leurs services finissent par s'auto-orienter... en général aux dépens du donneur d'ordre défaillant ! De la même manière, si les autorités ne prennent pas en compte les renseignements rapportés par leurs services et ne les écoutent pas, ceux-ci ne sauraient en être mis en cause.

Rappelons par exemple que la CIA a connu une grève en 2003, lorsque les analystes de l'agence se sont aperçu que les informations et les alertes qu'ils transmettaient à la Maison-Blanche n'étaient pas prises en considération, le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, préférant utiliser les – fausses – informations qu'ils recueillaient via l'*Office of Special Projects* (OSP), leur officine créée pour justifier l'invasion de l'Irak.

La DGSE a connu une « politisation » comparable lors de l'affaire syrienne (2013-2018), son directeur Bernard Bajolet ayant décidé d'abonder dans le sens du souhait de Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, qui voulait à tout prix la chute du régime de Damas, en dépit de solides analyses du service expliquant que Bachar El-Assad ne tomberait pas. Et début 2022, la Direction du renseignement militaire (DRM) a été à son tour accusée à l'occasion de la crise ukrainienne de ne pas avoir la même lecture de la situation que les Américains, ce qui a contribué au renvoi de son directeur.

En dépit de ces faits, selon ce critère d'évaluation de la performance, la France est probablement l'un des pays dont la communauté du renseignement présente le meilleur rapport coût/efficacité au monde. En effet, le gigantisme n'est pas forcément gage d'efficacité. De plus, il conduit souvent à un cloisonnement extrême et à des lourdeurs procédurales qui finissent par rabaisser l'efficacité globale du système qui a une forte tendance à se bureaucratiser, situation particulièrement marquée aux Etats-Unis.

En résumé, nous pouvons estimer sans chauvinisme que notre communauté du renseignement se situe dans le Top 5 mondial. La lacune persistante dont souffre le renseignement français est le désintérêt atavique des dirigeants politiques – sauf lorsqu'il y a des attentats ! – pour leur activité, leur peur des complots et des coups tordus, et leur penchant récurrent à utiliser des officines pour conduire certaines missions à leur profit.